



Forest for Food (F4F) project

Financement : MUSE

Durée du projet : 2021-2024

Partenaires : CEE-M, ESPACE-DEV, FORETS et SOCIETES, INNOVATION, CIFOR

Responsable ESPACE-DEV : Marie-Paule Bonnet

Réduire la déforestation dans les pays en développement peut être un moyen rentable de réduire les émissions de carbone et de lutter contre le changement climatique. Mais comment empêcher la déforestation et la dégradation des terres forestières dans les zones où les propriétaires fonciers dépendent, pour leur subsistance, de l'agriculture sur brûlis et l'élevage extensif de bétail, deux principaux moteurs de la déforestation? Le dilemme de la sécurité alimentaire et du changement climatique en Amazonie brésilienne est une préoccupation majeure de la communauté internationale depuis de nombreuses années maintenant. Une option est la réglementation directe, l'imposition de restrictions sur la construction de routes ou la création d'aires protégées par exemple; une autre option consiste à imposer des amendes ou des taxes sur le défrichement des forêts. Les gouvernements peuvent également payer les propriétaires fonciers pour conserver leur forêt via un contrat dit de paiement des services écosystémiques (PSE) qui peut également fournir une assistance technique pour passer à une approche plus durable dans les pratiques. Il pourrait même être possible de laisser les propriétaires forestiers échanger des émissions évitées sur un marché mondial du carbone, afin que les propriétaires forestiers soient payés par ceux qui brûlent des combustibles fossiles pour protéger leurs arbres. Certes, les options politiques ne manquent pas, mais nous avons besoin de plus de preuves sur la manière dont ces politiques fonctionnent dans la pratique, tant sur le plan économique qu'environnemental. Jusqu'à présent, des preuves solides de l'efficacité des politiques de conservation des forêts restent très rares.

Dans le cadre du mécanisme REDD + (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) des Nations Unies, la Norvège a accepté de mettre en place des paiements au Brésil et en Guyane française si la déforestation tombe en dessous d'un taux cible. C'est prometteur, du moins en principe, mais nous avons besoin de plus d'informations pour déterminer si ces politiques fonctionnent sur le terrain (figure 1).

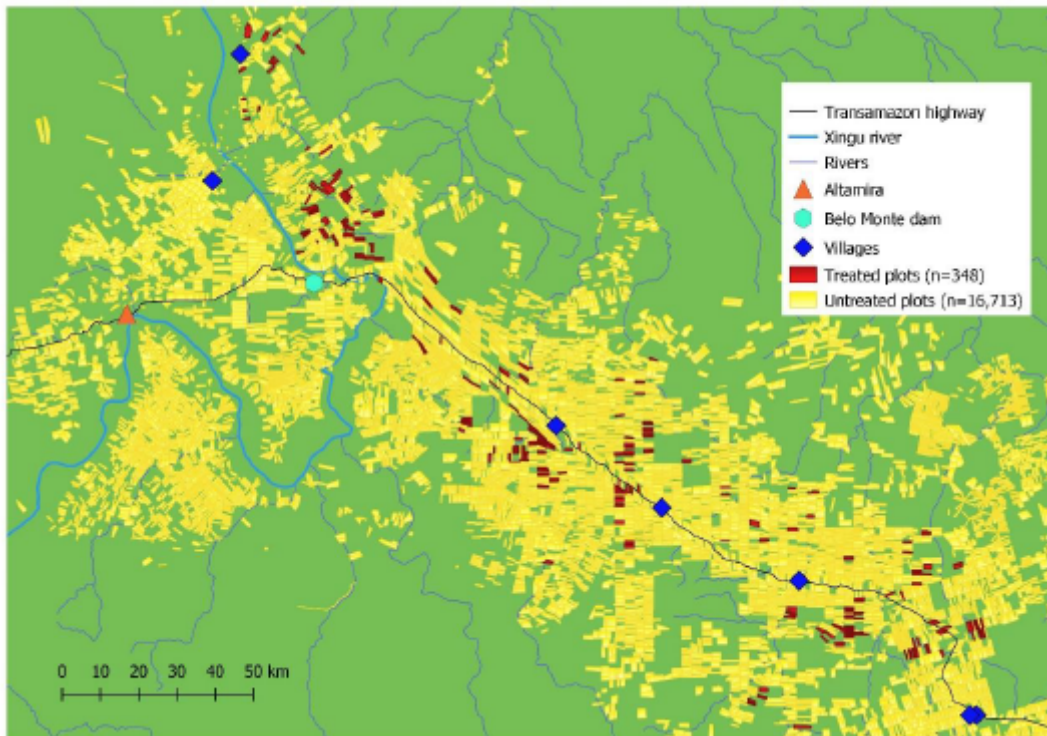


Figure 1 : Projet phare REDD + brésilien pour la lutte contre la déforestation, le projet Sustainable Settlements in the Amazon (SSA), qui a recruté 360 ménages volontaires situés le long la route transamazonienne, dans l'État de Para, pour maintenir le couvert forestier sur au moins la moitié de leurs terres entre 2012 et 2016.

En particulier, nous devons savoir quels programmes sont les plus efficaces, dans quel contexte et s'ils fonctionnent également pour tous les participants ciblés, ou si leurs conséquences sont hétérogènes. Il est notamment essentiel d'évaluer dans quelle mesure un programme qui réussit à préserver la forêt indigène garantit également des moyens de subsistance durables aux populations locales. Le projet F4F (Forest for Food) vise à fournir des preuves empiriques de l'efficacité des programmes publics pour atteindre à la fois les objectifs liés à la sécurité alimentaire et la conservation (figure 2). Notre ambition est de fournir une évaluation complète des programmes innovants de conservation des forêts mis en œuvre en Amazonie brésilienne, en utilisant les techniques de télédétection et économétriques les plus avancées, et en combinant l'écologie humaine, économie, géographie humaine et sociologie.

2 questions principales sont posées par ce projet :

- 1) dans quelle mesure les programmes de conservation volontaires peuvent-ils contribuer à éviter la déforestation tout en maintenant la sécurité alimentaire?
- 2) peut-on encore améliorer la l'efficacité des contrats de PSE en incluant un objectif de conservation (déterminé en fonction des coûts d'opportunité individuels)?

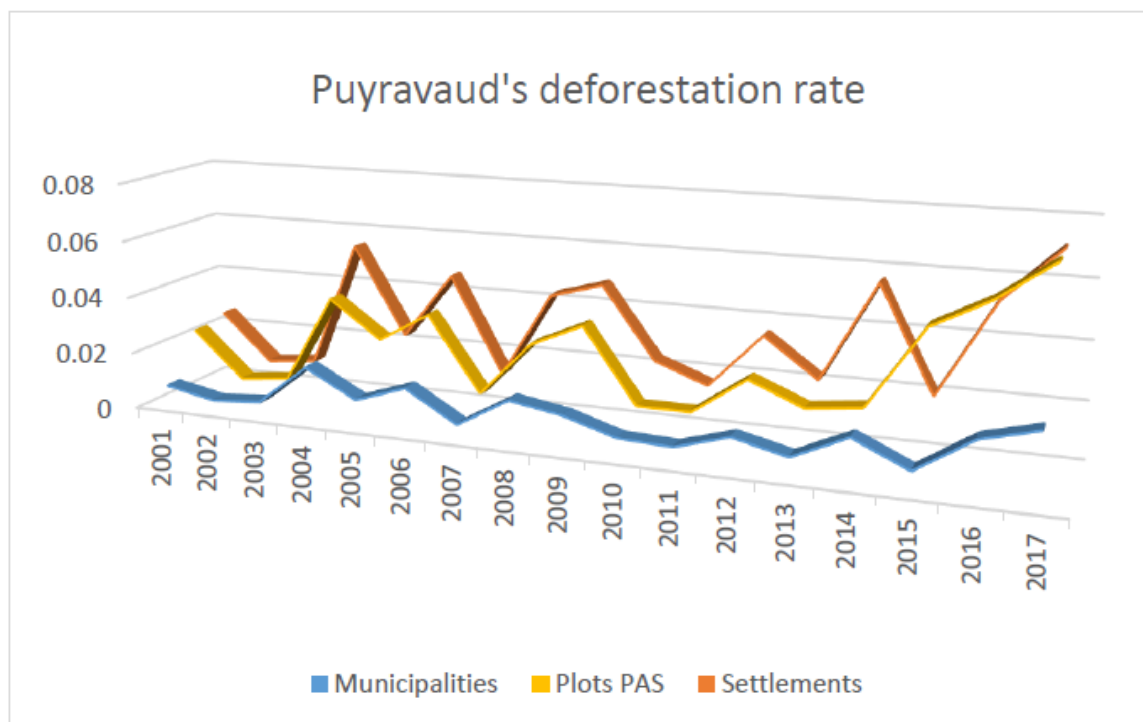


Figure 2 : Taux de déforestation à différentes échelles à partir du Global Forest Change. Les parcelles inscrites au programme PAS présentaient des tendances de déforestation similaires à celles des implantations situées le long de la route transamazonienne jusqu'en 2013. Après cette date, nous constatons un net changement dans les tendances de déforestation de ces parcelles (en jaune). Les tendances suggèrent qu'au début, le programme a déclenché une modification du taux de déforestation, ralentissant la déforestation dans les parcelles participant au programme. Après les premières années du programme, les taux de déforestation suggèrent que les participants déboisent à une vitesse supérieure à leur taux normal jusqu'à ce qu'ils rattrapent leur déforestation différée et suivent ensuite leur taux normal (Demarchi-Dias, 2019).

Objectifs du projet :

- 1) Construction de cartes d'occupation du sol et suivi de la déforestation par télédétection pour l'évaluation économétrique des programmes de conservation
- 2) Évaluation des impacts à long terme d'un programme de conservation des forêts basé sur le PSE dans l'État du Para, Brésil
- 3) Expérimentation de contrats PSE innovants dans l'Etat d'Acre, Brésil
- 4) Fournir une analyse coûts-avantages complète des programmes PSE